L'Echo chartrois, 18 février 2015

L'avenir des territoires en question

Vendredi, Henri Valès, président de la communauté de communes du Pays Charitois a invité le sénateur Jean-Pierre Sueur et des élus des CDC environnantes à débattre sur le thème de la réforme territoriale.

Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret, spécialiste de la question sur la réforme territoriale, a voulu d'entrée de jeu rassurer sur l'avenir des départements qui « *pourraient* » disparaître en 2021. « *Les départements, c'est géologique, leurs évolutions prennent du temps, ils ne disparaîtront pas du jour au lendemain* ». Il a renchéri son propos en évoquant les prochaines « *grandes régions et les communautés de communes et urbaines fortes où dans ce schéma, le département sera essentiel pour faire le lien entre les deux entités* ».

Le problème sera de déterminer « *qui fait quoi ?* », en attribuant les bonnes compétences à chacun. La Région a la compétence économique, le Conseil général - prochainement

Conseil départemental - s'occupe du social. Il faut absolument éviter les doubles emplois et il faut bien sûr prendre en compte la taille des projets et toujours garder un lien avec les communes.

Il est essentiel de prendre en compte le bassin de vie, qui rentre dans une « *logique de territoire* », a expliqué le sénateur Gaëtan Gorce, à l'image de Cosne, La Charité et Nevers qui s'ouvrent sur le Cher. Côté communauté de communes, on a

souligné que jusqu'à présent et le plus souvent, elles étaient à l'image des cantons. Les CDC sont essentielles pour les petites communes, sans moyens, qui permettent de les englober dans un schéma territorial et de leur faire bénéficier de services grâce à leurs compétences, notamment en matière de développement économique et d'aménagement. Attention, les CDC ne doivent pas « *trop en faire* ». En terme de transfert de compétence, il faut raisonner avec une logique économique, ce transfert fait-il gagner de l'argent à la communauté ?

Pour Gaëtan Gorce, il faut mutualiser les services, dans le sens où la dynamique ne se trouve pas dans les communes mais dans le territoire. Néanmoins, il a ajouté qu'on ne pouvait pas se priver des élus communaux dans le cadre des lois de proximité.

« *Il faut rechercher l'assentiment des maires et leur donner, notamment aux élus des petites communes, des responsabilités pour participer activement au développement du territoire* », dit Jean-Pierre Sueur.

L'avenir des communes ? Deux alternatives pour le maire Henri Valès, « *travailler ensemble dans un bon esprit pour tirer le territoire vers le haut, ou mourir tout seul dans son coin* ».

FRÉDÉRIC DUMAILLET